

Le 10 octobre 2017

L'indépendance de la Catalogne

Même si nous considérons que l'indépendance de la Catalogne est un scénario peu probable (moins probable que ne l'est l'indépendance de l'Ecosse par exemple), les ramifications possibles de la situation actuelle sont suffisamment importantes pour que nous considérions cet événement comme un risque clé dans les prochains mois.

1. Comment en est-on arrivé là ?

Bien qu'il repose sur des bases historiques limitées (il existait bien une Principauté de Catalogne entre 1162 et 1716, mais ce n'était pas véritablement un Etat souverain), le contrecoup de la crise financière en Espagne a alimenté un fort mouvement social en Catalogne (dans lequel Podemos a joué un rôle important) qui revendique l'indépendance de la région.

Les partisans de l'indépendance mettent en avant trois arguments principaux :

- La négation d'une identité nationale catalane au sein de l'Etat « autoritaire » espagnol, même si, par exemple, les enfants peuvent suivre leurs études en catalan dans les écoles publiques
- La répartition inégale des contributions financières au budget générale – et ils n'ont sans doute pas tort à ce sujet, puisque la Catalogne y a beaucoup contribué, au point que sa dette est élevée (et sa note de crédit, basse) alors qu'elle est l'une des régions les plus riches d'Espagne.
- Un fondement historique, où se mélangent les souvenirs du vieil Etat catalan et de la dictature franquiste.

Le Parti Populaire détient également une part de responsabilité : en 2004, il a refusé la réforme constitutionnelle proposée par le Parti Socialiste, ce qui a poussé le gouvernement catalan à amender son propre Statut d'Autonomie via un référendum local. Le Parti Populaire a par la suite dénoncé ce nouveau Statut, récoltant 4 millions de signatures dans une pétition et saisissant le Conseil Constitutionnel qui rejeta une grande partie du nouveau Statut. Cette action a été perçue de façon très agressive par la population catalane ; au lieu de permettre à la Catalogne de gagner plus d'autonomie étape par étape, elle a enflammé le débat.

Il en résulte que la majorité du Parlement catalan est désormais en faveur de l'indépendance, même si les partisans de l'indépendance regroupent à la fois des partis de droite et de gauche,

sans autre politique commune que l'indépendance, et alors même qu'ils n'avaient obtenu que 47% des voix aux dernières élections.

En novembre 2015, une résolution a été votée au Parlement catalan, décrétant que :

- Seules les lois catalanes s'appliqueraient sur le territoire catalan ;
- La Cour Constitutionnelle espagnole n'avait pas d'autorité légale en Catalogne (ce qui a bien sûr été rejeté par ladite cour).

Il y a quelques semaines, le Parlement catalan a voté (via une procédure accélérée) l'organisation d'un référendum sur l'indépendance et a décidé de la procédure à mettre en place au cas où le « oui » à l'indépendance l'emporterait. D'après cette loi, le cas échéant, l'indépendance **doit** être déclarée sous 48h après le référendum.

Evidemment, tout ceci s'oppose à la Constitution espagnole et le Conseil Constitutionnel a rejeté ces décisions. Le référendum a tout de même eu lieu, malgré les mesures légales et pratiques prises par le gouvernement espagnol pour y faire obstacle. Le jour du vote, plusieurs affrontements entre la police et les électeurs ont eu lieu et ont été condamnés par la communauté internationale. Le gouvernement a sans doute fait une erreur en employant la force quand il aurait simplement pu tourner en ridicule ce référendum organisé à la hâte, illégalement, sans contrôle impartial des scrutins, avec une faible participation et un pourcentage de « oui » qui laisse à penser que seuls les électeurs en faveur de l'indépendance se sont déplacés pour voter – ce qui n'est pas sans rappeler le référendum sur la Crimée qui avait été tant critiqué par l'Union Européenne !

2. Que va-t-il se passer maintenant ?

Il existe de nombreux scénarios possibles pour la suite des événements. Nous nous sommes efforcés de les détailler et de les organiser.

1^{er} cas : le gouvernement catalan déclare son indépendance

Si le gouvernement catalan déclare son indépendance (ce qu'il aurait « légalement » dû faire le mardi 10 octobre), nous pensons que le gouvernement espagnol n'aura d'autre choix que d'activer l'article 155 de la Constitution espagnole, qui autorise le gouvernement central à destituer un gouvernement local qui a délibérément enfreint la Constitution.

Dans ce cas-là, de deux choses l'une :

1^{er} cas a) Le gouvernement espagnol ne parvient pas à appliquer l'article 155

Il faut en effet garder à l'esprit que le gouvernement ne dispose que d'une étroite majorité au Parlement (et peut-être même d'aucune majorité, puisque qu'il s'est souvent appuyé sur les petits partis, notamment les partis indépendantistes, pour passer les lois importantes). Si le Parti Socialiste refuse de soutenir le gouvernement (ce qui est tout à fait envisageable), nous



pensons que le gouvernement pourrait tomber et qu'il y aurait de nouvelles élections générales. En fonction des résultats, les conséquences varieraient :

- Si le nouveau Parlement ressemble à l'ancien : retour à la case départ.
- Si le Parti Socialiste remporte les élections : il est probable que le nouveau gouvernement négocierait avec les autorités catalanes, mais il pourrait aussi (cyniquement) utiliser l'article 155.
- Si Podemos remporte les élections : nous pensons que Podemos pourrait accorder le droit à l'autodétermination à la Catalogne, ce qui constitue, selon nous, le seul scénario réaliste dans lequel la Catalogne deviendrait indépendante.
- Si le Parti Populaire remporte les élections : nous pensons qu'il utiliserait l'article 155.
- Si aucune majorité ne se détache clairement et qu'une coalition est nécessaire, l'article 155 serait un élément clé des négociations. Le nouveau gouvernement pourrait l'utiliser ou choisir de négocier.

1er cas b) Le gouvernement espagnol parvient à appliquer l'article 155

Il déclencherait alors de nouvelles élections locales, avec trois résultats possibles :

- Si un gouvernement pro-indépendantiste est élu : retour à la case départ.
- Si un gouvernement opposé à l'indépendance est élu : cela marquerait la fin du processus d'indépendance.
- Il est possible que les affrontements entre les autorités espagnoles et locales empêchent les élections d'avoir lieu. Ce scénario, très inquiétant, pourrait mener à l'instauration d'un état d'urgence en Espagne. Nous pensons néanmoins qu'en fin de compte, des élections seraient organisées.

2^{ème} cas : le gouvernement catalan négocie

Nous pensons que le gouvernement pourrait choisir cette solution dès maintenant ou après des élections (locales ou générales). A notre avis, ce dénouement est le plus probable (à 90%) mais la route qui y mène est difficile.

Quel est l'issue la plus plausible de ces négociations ? Elles se concentreraient certainement sur (1) plus d'autonomie (à l'image du Royaume-Uni et de ses autorités « dévolues » (Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord), (2) un compromis financier plus favorable à la Catalogne et (3) une meilleure représentation de la culture catalane dans les services publics. Tout ceci est envisageable et relativement peu sujet à contentieux. Néanmoins, la question clé est de savoir si ces négociations autoriseront la Catalogne à organiser légalement un référendum sur son indépendance, ce qui impliquerait une modification de la Constitution. D'une façon plus



réaliste, le résultat des négociations (hormis la clause d'indépendance) pourrait être soumis à un référendum. Un résultat positif mettrait fin (pour l'instant) au processus d'indépendance.

Les différents sous-scénarios sont les suivants :

- Un ensemble de réformes est négocié, et ne requiert pas de modification de la Constitution. Elles sont approuvées par référendum local. Ceci mettrait fin au processus d'indépendance. C'est à notre avis le scénario le plus probable, puisque la majorité de la population ne semble pas en faveur de l'indépendance.
- Un ensemble de réformes est négocié, et ne requiert pas de modification de la Constitution, mais elles sont rejetées par référendum local. Retour à la case départ.
- Un ensemble de réformes est négocié, mais elles requièrent une modification de la Constitution. Nous pensons que ce scénario est peu plausible, car le gouvernement actuel n'a pas la majorité nécessaire au Parlement pour facilement amender la Constitution. Les réformes pourraient alors être acceptées (ce qui marquerait la fin du processus) ou rejetées par le Parlement, ce qui déclencherait certainement des élections générales, entraînant soit la fin du processus, soit un retour à la case départ en fonction du résultat des élections.
- Le droit à l'autodétermination est accordé à la Catalogne. Nous pensons que ce scénario est très improbable (1) car le gouvernement actuel n'a pas la majorité nécessaire au Parlement pour facilement amender la Constitution, (2) parce que peu de partis (à part Podemos) sont enclins à accepter cette solution et (3) parce que cela créerait un risque de contagion aux autres régions espagnoles. En fonction du résultat du référendum légal, ce scénario mettrait fin au débat pour longtemps, ou mènerait à la création d'une République Catalane (qui est plus probable qu'un Royaume !)

[3^{ème} cas : le gouvernement catalan ne parvient pas à un consensus](#)

Comme nous l'avons souligné, les partisans de l'indépendance au Parlement catalan forment un groupe hétéroclite et divisé. Il est possible que le Parlement ne parvienne pas à choisir entre le coup de force et la négociation. Dans ce cas, de nouvelles élections locales seraient certainement organisées (voir le 1^{er} cas b).

